

L'eau, c'est la vie ! (prise 2)

Chronique du 26 août 2024

Les auditeurs assidus à mes chroniques se souviendront que j'avais fait une première chronique intitulée *L'eau, c'est la vie* le 25 mars 2021. La spectaculaire rupture d'une canalisation majeure vendredi le 16 août, à l'angle de la rue De Lorimier et du boulevard René-Lévesque, justifie que j'y aille aujourd'hui d'une *Prise 2*.

Ce titre, *L'eau, c'est la vie !* réfère à la réponse qu'en séance du conseil municipal, le responsable de l'eau au comité exécutif me servait chaque fois que, alors membre de l'opposition, je soulignais le caractère à mes yeux exagéré de la priorité eau de la Ville :

- Le slogan- *L'eau, c'est la vie !* - est sans conteste accrocheur;
- Il ne fait toujours qu'une partie du travail. **Jouer sur l'émotion** n'est pas à dédaigner comme outil complémentaire de persuasion. C'est ainsi que chaque événement indéniablement spectaculaire et dramatique, tel celui du 16 août, fera l'objet d'un intense battage médiatique qui aura cette vertu de convaincre le public de la nécessité d'investir toujours plus d'argent dans l'eau.

Tentons d'y voir clair en examinant quelques faits.

Un phénomène aléatoire

La conduite du 16 août n'était âgée que de **39 ans** et était coté « A », ce qui est la meilleure cote possible. Cette autre conduite qui a entraîné l'inondation de la station de métro Square Victoria-OACI, en 2019, n'était âgée que de **17 ans**. L'un des événements les plus dramatiques, puisqu'il a privé d'eau 22 000 citoyens durant plusieurs jours, est survenu en août 2002, boulevard Pie-IX : la conduite en cause était âgée de **28 ans**. Bien sûr, il advient aussi qu'une conduite de **139 ans** fasse des siennes, comme ce fut le cas en 2021 à l'intersection des rues Ontario et De Lorimier.

Par ailleurs, ce sont des **incidents de chantier** qui ont entraîné la transformation de la rue Peel en rivière en janvier 2013, ou encore l'inondation du garage Bellechasse de la STM en juillet dernier.

Ce qui suffit à montrer combien les bris de conduites d'eau sont une réalité d'une part multifactorielle, d'autre part largement aléatoire :

- À mon sens, la « règle » des 100 ans de vie utile, est simplement sortie du chapeau;
- À Fès, au Maroc, des conduites faites de simple terre cuite et qui furent installées au X^e siècle sont encore aujourd'hui parfaitement opérationnelles.

La remarquable performance de Montréal

En 2002, la *Politique nationale de l'eau* a fixé deux cibles à atteindre aux villes du Québec:

- Réduire de 20 % la consommation globale d'eau rapportée au nombre d'habitants;
- Abaisser à 20 % les fuites des réseaux d'aqueduc.

Le tableau qui suit résume ce que fut à ce jour la performance de Montréal.

Évolution 2001-2021 de la production d'eau potable par l'Agglomération de Montréal

	Unités	2001	2021	2001-2021	
Production totale	(millions de m ³)	751	533	-218	-29%
Production, par habitant	(litre/personne/jour)	1 120	719	-401	-36%
Fuites estimées	(millions de m ³)	280	140	-140	-50%
	(en pourcentage)	40%	26%		

Source : *Bilan de l'usage de l'eau potable*, Ville de Montréal, édition 2021

On constate que Montréal fracasse les objectifs de production totale (- 29%) autant que de production par habitant (- 36%). Elle aurait fait mieux encore du côté des fuites (- 50%) :

- L'objectif de 20 % n'a toutefois pas été atteint puisque les fuites sont toujours à 26 % rétorquerez-vous;
- C'est simplement que le dénominateur a changé, la production globale ayant chuté à 533 millions de m³ en 2021, par rapport aux 751 de 2001.

Ce que l'on ne dit jamais

Je me permets d'ajouter une information qui, curieusement, n'est jamais donnée, à savoir que la production et la distribution de l'eau potable coûte à Montréal, au mètre cube :

- **Deux fois moins cher** que dans la moyenne des 10 villes de 100 000 habitants et plus du Québec;
- **Trois fois et demie moins cher** que la moyenne des 897 municipalités québécoises.
- En fait, l'eau de Montréal est probablement **la moins chère d'Amérique du Nord**.

J'ai souvenir d'avoir entendu un responsable de l'eau, s'adressant au Conseil municipal, dénoncer le fait que Montréal investissait quatre fois moins dans l'eau que Calgary. Que répondre à cet argument tordu ?

- De un, nous sommes bénis des Dieux d'avoir accès à une eau abondante et de qualité quasi potable à la source même (en tête des rapides de Lachine), qui plus est distribuée partout sur l'île par simple gravité (grâce aux grands réservoirs situés sur les flancs du Mont-Royal);
- De deux, Calgary étant une ville jeune, la croissance démographique s'y accompagne forcément d'importants investissements dans l'extension des réseaux. Ce qui n'est pas le cas à Montréal, qui peut accueillir plusieurs centaines de milliers d'habitants supplémentaires sans avoir à ajouter le moindre mètre de tuyauterie souterraine.

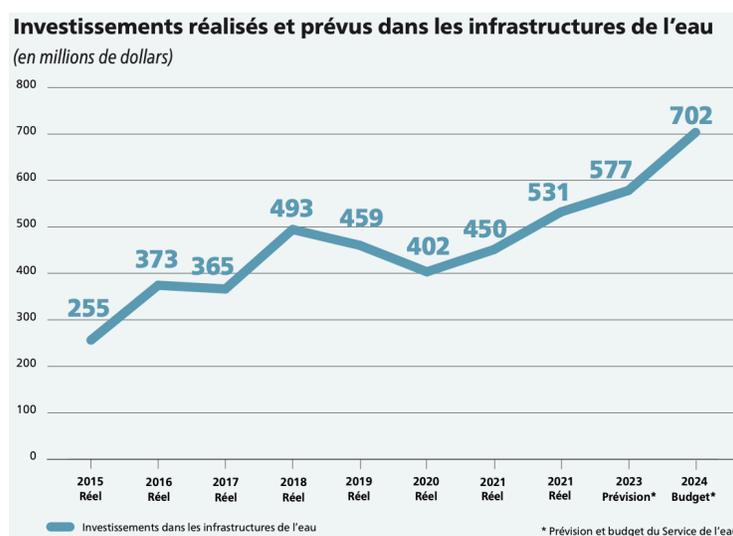
On m'a rapporté – je confesse n'en avoir jamais vu de preuve écrite – qu'alors que Pierre Bourque était maire et que l'on tentait de le convaincre de s'attaquer aux fuites du réseau d'eau, celui-ci aurait répondu : « *L'eau à Montréal, c'est comme le sable au Sahara* » (cité sous réserve... mais ça dit bien ce que ça veut dire).

L'insatiable appétit du Service de l'eau

L'administration Tremblay-Zampino ne s'est aucunement souciée de la Loi nationale de l'eau durant son premier mandat (2002-2005).

Quand elle s'est réveillée, en 2006, le budget du **Service de l'eau** était de 150 M\$ et l'estimation du montant global requis pour effectuer le rattrapage d'entretien s'élevait à 2,5 G\$. Le budget eau a rapidement crû, d'autant qu'une taxe dédiée a été créée. Mais bizarrement, plus on investissait de milliards, plus fallait-il prétendument en investir... ce qui est le contraire du bon sens :

- En 2016, des spécialistes de l'INRS estimaient à 700 M\$ le budget annuel requis, à 6,8 G\$ la somme globale permettant de compléter le rattrapage;
- Aujourd'hui, la directrice du Service de l'eau à la Ville, Chantal Morissette, estime que le budget annuel devrait tendre vers 900 M\$.



Comme on le voit au graphe ci-contre, on y est presque.

Un strict sujet d'ingénieurs

Le cas des infrastructures de l'eau a ceci de particulier qu'il s'agit d'un **strict domaine d'ingénierie**, souterraine de surcroît. Il suit que personne au sein de la population profane, ni d'ailleurs aucun élu municipal, n'a d'entrée de jeu la moindre prise : notre seule option *a priori*, c'est de croire ce que les ingénieurs du Service de l'eau nous disent.

Comparons avec le réaménagement d'une aire de jeu dans un parc :

- Les parents qui y amènent quotidiennement leur enfant sont en mesure d'évaluer la vétusté des équipements. Ce sont d'ailleurs souvent eux qui ont fait une démarche auprès de leur conseiller municipal pour que l'aire de jeu soit rénovée;
- Pas question de leur passer un sapin : ils exigent de voir les plans et n'hésitent pas à proposer des modifications. Car ce sont eux les vrais « experts » d'une aire de jeu;
- Chaque jour que durent les travaux, on les retrouve avec leur enfant le long des clôtures du chantier. Le moins qu'ils voient une chose qui ne leur plaît pas, ils contactent à nouveau leur conseiller municipal;

- À la réouverture, eux et leurs enfants seront les évaluateurs les plus compétents qui soient de la pertinence et de la qualité des travaux réalisés.

Tout cela pour un investissement, disons, de 150 000 \$. Avec l'eau, les ingénieurs vous disent qu'il faut d'urgence ouvrir la rue pour réaliser des travaux de 5 ou 10 M\$... sans que quiconque du public, pas plus qu'aucun Élu, ne puisse rétorquer quoi que ce soit.

Reste que chez les grandes organisations, tel la Ville de Montréal, **il revient au politique de procéder aux arbitrages entre les appétits insatiables des divers services**. À cet égard, le graphe permet de constater :

- Que **Denis Coderre**, après s'être laissé subjuguer par la rhétorique du Service de l'eau, a réduit en 2017 la somme qui lui fut allouée ;
- **Valérie Plante** semble quant à elle complètement désarmée face au discours que lui sert le Service de l'eau. C'est ainsi que sous sa gouverne, le budget annuel de ce service a pratiquement doublé, passant de 365 à 702 M\$.

Le piège des taxes et des subventions

Au Budget 2006 de la Ville de Montréal, les revenus relatifs à l'eau (potable et eaux usées) s'élevaient à 9,5 M\$. Au Budget 2024, la taxation et la tarification de l'eau s'élèvent à 492 M\$. En 2006, la Ville ne touchait aucune subvention de Québec en rapport avec l'eau. En 2024, c'est 217 M\$:

- La stratégie eau de la Ville lui permet donc de toucher cette année 700 M\$ de plus qu'en 2006.

J'ai bien tenté, quand je fus membre des administrations Tremblay en 2010 et Coderre de 2015 à 2017, de convaincre ces deux maires de diminuer les taxes d'eau prélevées par la Ville au profit d'autres priorités municipales, le transport collectif par exemple. Je suggérais aussi d'intervenir auprès de Québec pour obtenir qu'une partie de la subvention eau soit affectée à d'autres priorités. Rien n'y fit :

- **L'eau c'est la vie**, doublé d'un ou deux événements spectaculaires chaque année, triplé de la totale incapacité du public autant que des Élus d'avoir la moindre prise sur le sujet, font de l'eau le motif idéal pour la Ville d'augmenter les taxes, pour Québec de distribuer des subventions.
- Assurant ainsi une partie appréciable du chiffre d'affaires annuel des firmes de génie-conseil et des entreprises de travaux publics, sans oublier l'abondant personnel du Service de l'eau.